



MENACE SUR
LA **SÉCURITÉ**
FINANCIÈRE

Non, le compte n'est pas bon.

Lettre ouverte au Ministre de l'Économie et des Finances

Le gouvernement veut relever brutalement les seuils d'audit obligatoire dans les PME. Du jour au lendemain, ce sont 153 000 entreprises qui ne verront plus leurs comptes certifiés, au motif d'une prétendue simplification. Supprimer le seul acteur qui contribue à fiabiliser et sécuriser les informations des entreprises, ce n'est pas leur simplifier la vie. Bien au contraire !

C'est purement et simplement **l'abandon d'une mission d'intérêt général.**

Le contrôle exercé par le commissaire aux comptes est essentiel. Pour lutter contre l'opacité. Pour créer la confiance indispensable à la croissance des petites entreprises.

C'est aussi **un plan social massif** que s'apprête à signer le gouvernement. 3 500 commissaires aux comptes dans les territoires, de nombreux jeunes endettés pour créer ou reprendre un cabinet perdront leur activité. Des milliers d'étudiants engagés dans la filière audit seront privés d'avenir professionnel.

Les commissaires aux comptes ne veulent pas être sacrifiés sur l'autel de l'harmonisation européenne. À chaque économie ses spécificités.

La preuve : d'autres pays européens, comme l'Italie, font le choix inverse : ils réabaissent leurs seuils pour lutter contre les nouvelles formes de délinquance financière et pour renforcer la prévention des difficultés des entreprises.

Une méthode brutale, des conséquences très lourdes pour l'économie tout entière. Il n'est pas trop tard pour revenir sur ce projet.

**NOUS COMPTONS SUR VOUS POUR REMETTRE EN MARCHÉ L'ÉCONOMIE.
NOUS SOMMES LÀ AUSSI POUR Y CONTRIBUER.**



Signez la pétition en soutien aux commissaires
aux comptes depuis notre site internet : cncc.fr

CNCC
COMPAGNIE
NATIONALE DES
COMMISSAIRES AUX
COMPTES

CRCC
COMPAGNIE
REGIONALE DES
COMMISSAIRES AUX
COMPTES